

Réponse de Ian Brossat au questionnaire de la ligue contre le cancer

1/ Poursuivre la lutte contre le tabac

Sur le plan de la lutte contre le tabac (un des principaux facteurs de risque établis pour un très grand nombre de cancers et donc un élément majeur mais évitable de la mortalité par cancer), nous condamnons les accords entre l'UE et industries du tabac qui confèrent à ces dernières la responsabilité de la traçabilité des produits du tabac et donc un rôle dans la lutte contre le commerce illicite. En effet, il est notoire que l'industrie du tabac utilise cette lutte dans le but de promouvoir son propre intérêt. Au contraire, la traçabilité des produits devrait être de la responsabilité d'un organisme indépendant et public. Cela rejoint tout à fait nos propositions de lutte contre l'influence des lobbys au niveau européen.

Par ailleurs, l'absence d'harmonisation du prix du tabac au niveau européen correspond en effet à une sorte de « dumping fiscal » favorable au cancer, qui nuit à l'efficacité des mesures d'augmentation des prix. De plus, les campagnes de lutte contre le tabac devraient s'accompagner d'une prise en charge à 100% des substituts nicotiques qui permettent le sevrage, ainsi que des consultations anti-tabac accessibles largement dans le cadre du développement d'une véritable médecine préventive (scolaire, du travail).

2/ Informer le·la citoyen·ne européen·ne sur la toxicité des produits de consommation courante

L'information des citoyens et la transparence sur la composition et les risques cancérigènes potentiels des produits de consommation courante, avec l'utilisation d'un toxi-score est un impératif de démocratie sanitaire; il va de pair avec des critères plus stricts de classification de ces substances, alors que nous commençons à peine à saisir les multiples impacts catastrophiques qu'elles peuvent avoir sur le vivant. Sur ce sujet, nous continuerons à rassembler contre les grands groupes de l'agrochimie et de la chimie et leurs soutiens, pour que le gouvernement français se positionne clairement face à la cupidité inhumaine, dangereuse et irresponsable et pour le principe de précaution. (La France est trop sous l'influence de l'Allemagne, elle-même protégeant les groupes allemands de taille mondiale BASF et Bayer). Nous nous engageons à mener une politique européenne offensive visant à maintenir des standards de précautions sanitaires élevés, notamment en refusant les traités de libre-échange qui au contraire tirent les normes vers le bas, et en soutenant financièrement les recherches indépendantes de tout lobby en matière de toxicologie.

3/ Lutter contre les difficultés d'accès aux médicaments anticancéreux en Europe

a) Pénuries

La relocalisation sur le territoire européen des productions de médicaments est en effet un élément indispensable aux impératifs de sécurité sanitaire et d'accès garanti aux molécules essentielles; de plus nous proposons le développement d'un pôle public du médicament permettant de produire les molécules d'intérêt thérapeutique majeur, sans être dépendant des logiques commerciales à l'origine des pénuries.

b) Médicaments innovants

En ce qui concerne la fixation du prix des médicaments innovants, il est en effet essentiel d'en finir avec des prix basés sur la solvabilité des marchés locaux.

☒ Il faut au contraire prendre en compte les coûts réels de RD (sur lesquels nous devons obtenir la transparence, et notamment la part prise par le soutien public dans le développement des médicaments) ainsi que les coûts de productions,

☒ Il faut la transparence des négociations avec l'industrie et l'ouverture des débats à la société.

Il faut une réévaluation régulière des prix en fonction des profits dégagés et des dividendes reversés aux actionnaires.

☒ Il faut imposer une obligation aux compagnies pharmaceutiques de contribuer financièrement à la recherche clinique académique indépendante concernant l'utilisation optimale des médicaments nouvellement enregistrés.

Au-delà de ces 3 sujets de préoccupations majeures pour la santé des européen-es et des français-es le Parti Communiste Français, notre liste « Pour l'Europe des gens contre l'Europe de l'argent » aux élections européennes, s'engage également à défendre la santé environnementale et à lutter contre les maladies liées à la pollution atmosphérique dont des cancers en promouvant notamment le développement des transports en commun et leur gratuité et en taxant le kérosène.

Les cancers professionnels sont pour nous également une véritable préoccupation. La promotion de la santé au travail en France et en Europe avec de réelles possibilités de plan de prévention et de surveillance par les services de médecine du travail, les salarié-es et leurs représentant-es, de réels pouvoirs de contrainte de l'inspection du travail sont pour nous une nécessité absolue si on veut mener une véritable politique de prévention au travail et limiter le nombre de cancers professionnels.

Ian Brossat,

Tête de liste Pour l'Europe des gens contre l'Europe de l'argent
présentée par le PCF aux élections européennes